

# IMERYS

Société Anonyme  
au capital social de 150 737 092 euros  
Siège social : 154 rue de l'Université - 75007 PARIS  
562 008 151 R.C.S. Paris

---

## **PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 25 AVRIL 2013**

---

Le vingt-cinq avril deux mille treize, à onze heures, les actionnaires de la Société IMERYS se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, au Pavillon Dauphine, Place Maréchal de Lattre de Tassigny, 75116 Paris. Cette Assemblée Générale Mixte a été convoquée suivant avis insérés dans les journaux d'annonces légales :

- . le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires des 18 mars 2013 et 5 avril 2013,
- . le Quotidien Juridique du 5 avril 2013,

ainsi que par lettre adressée dans les délais légaux aux actionnaires détenteurs de titres nominatifs.

La presse nationale a également annoncé la tenue de l'Assemblée de la Société conformément aux recommandations formulées par l'Autorité des marchés financiers (avis paru dans Les Echos du 21 mars 2013).

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ; cette feuille de présence a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par M. Gilles MICHEL, Président-Directeur Général.

La société BELGIAN SECURITIES BV, représentée par M. Laurent RAETS, et le FCPE IMERYS ACTIONS, représenté par M. Gérard MARIN, les deux actionnaires présents qui représentent le plus grand nombre de voix et qui acceptent ces fonctions, sont appelés comme scrutateurs.

Le cabinet ERNST & YOUNG ET AUTRES représenté par M. Jean-Roch VARON ainsi que le cabinet DELOITTE & ASSOCIES représenté par M. Arnaud DE PLANTA, Commissaires aux comptes, sont présents.

M. Denis MUSSON, Directeur Juridique de la Société, est désigné comme secrétaire de l'Assemblée.

La feuille de présence certifiée conforme par les membres du Bureau ainsi constitué permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou qui ont voté par correspondance, possèdent :

- pour la partie ordinaire de l'Assemblée : 64 570 699 actions, soit 85,70 % du nombre total de titres ayant droit de vote au jour de l'Assemblée, représentant 107 336 164 voix, soit 90,71 % du nombre total de voix, et
- pour la partie extraordinaire de l'Assemblée : 64 572 095 actions, soit 85,70 % du nombre total de titres ayant droit de vote au jour de l'Assemblée, représentant 107 338 079 voix, soit 90,71 % du nombre total de voix,

étant précisé que le nombre total de voix arrêté à la date de l'Assemblée ressort à 118 333 410.

L'Assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Ont été déposés sur le bureau et mis à la disposition des membres de l'Assemblée, notamment :

1. l'avis préalable à l'Assemblée Générale et les avis et lettres de convocation, à savoir :
  - . un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 18 mars 2013 ayant publié l'avis préalable à l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de l'article R. 225-73 du Code de commerce,
  - . un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et du journal d'annonces légales Le Quotidien Juridique du 5 avril 2013 contenant l'avis de convocation et les conditions d'admission à l'Assemblée,
  - . la copie et les accusés de réception des lettres de convocation adressées aux Commissaires aux comptes ainsi que la copie des lettres d'invitation remises aux représentants du Comité d'Entreprise,
  - . un exemplaire de l'avis de convocation adressé aux titulaires d'actions nominatives, auquel était joint un formulaire de vote par correspondance et de procuration, contenant les documents et informations prévus par les dispositions de l'article R. 225-81 du Code de commerce ;
2. la feuille de présence de l'Assemblée à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ;
3. le rapport de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012. Ce rapport est reproduit dans le Document de Référence 2012 incluant le Rapport Financier Annuel du Groupe, déposé le 21 mars 2013 auprès de l'Autorité des marchés financiers ;
4. les rapports spéciaux du Conseil d'Administration sur les options de souscription d'actions attribuées ou levées au cours de l'exercice 2012 ainsi que sur les attributions d'actions gratuites effectuées au cours de ce même exercice ;
5. le rapport du Président du Conseil d'Administration rendant compte de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de gestion des risques et de contrôle interne mises en place par la Société, inclus dans le Document de Référence 2012 ;
6. les comptes annuels de la Société et consolidés du Groupe de l'exercice clos le 31 décembre 2012, ces comptes étant inclus dans le Document de Référence 2012 ;
7. le rapport du Conseil d'Administration et les projets de résolution proposés par ce dernier à l'Assemblée Générale, ces documents étant reproduits dans le Document de Référence 2012 ;
8. le rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la Société et celui sur les comptes consolidés du Groupe de l'exercice 2012, leur rapport spécial établi sur les conventions et engagements réglementés de ce même exercice ainsi que leurs rapports :
  - établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration ;
  - sur l'émission d'actions ou de valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription,
  - sur l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances,
  - sur l'émission d'actions ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription réservé aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise,
  - sur l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription, ainsi que
  - sur la réduction de capital par annulation d'actions achetées,

l'ensemble de ces rapports étant inclus dans le Document de Référence 2012.

9. les mandats exercés par les administrateurs dans d'autres sociétés. La liste de ces mandats figure dans le Document de Référence 2012 ;

10. les renseignements requis par l'article R. 225-83, 5° du Code de commerce concernant Madame Marie-Françoise Walbaum dont la nomination en qualité de nouvel Administrateur de la Société est proposée à l'Assemblée ;
11. les questions écrites adressées au Président du Conseil d'Administration préalablement à l'Assemblée.

L'Assemblée donne acte au Président de ce que :

- tous les documents, dont la communication est prescrite par la loi, ont été tenus à la disposition des actionnaires et des membres du Comité d'Entreprise pendant les quinze jours ayant précédé l'Assemblée ;
- lors de sa réunion du 18 avril 2013, le Comité d'Entreprise a émis l'avis suivant :  
"le Comité d'Entreprise n'a pas de commentaire particulier à formuler sur les comptes de l'exercice 2012. Il regrette toutefois l'abandon par la Direction de la mise en place d'un plan d'actionnariat salarié au regard des résultats 2012, malgré la poursuite des distributions d'actions gratuites et de stocks options réservées uniquement aux dirigeants et à certains cadres du Groupe" ;
- aucune demande d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour de l'Assemblée n'a été formulée par des actionnaires, en application des dispositions des articles L. 225-105 et R. 225-73 du Code de commerce.

Il est rappelé que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

à titre ordinaire :

1. Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
3. affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
4. rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 ;
5. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Ian Gallienne ;
6. renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Fatine Layt ;
7. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Robert Peugeot ;
8. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Olivier Pirotte ;
9. renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Amaury de Seze ;
10. ratification de la nomination de Madame Marion Guillou en qualité d'Administrateur ;
11. nomination de Madame Marie-Françoise Walbaum en qualité de nouvel Administrateur ;
12. achat par la Société de ses propres actions.

à titre extraordinaire :

13. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
14. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
15. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
16. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription ;

17. autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital par an ;
18. délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription et dans la limite de 10 % du capital par an ;
19. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres ;
20. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
21. limitation globale du montant nominal des augmentations de capital et des émissions de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent ;
22. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
23. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA) au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
24. autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues ;
25. pouvoirs.

## **ACTIVITE ET RESULTATS 2012**

**L'activité et les résultats du Groupe de l'exercice 2012** sont présentés par M. Gilles MICHEL, Président-Directeur Général et M. Michel DELVILLE, Directeur Financier du Groupe.

M. Gilles MICHEL rappelle tout d'abord qu'Imerys est le leader mondial des spécialités minérales et que sa stratégie de développement, fondée sur un modèle solide, a pour objectif sur la période 2012-2016, d'accélérer la croissance en élargissant le portefeuille d'activités du Groupe.

En 2012, l'environnement économique a été marqué par une forte accentuation des contrastes géographiques apparus depuis le milieu de l'année précédente. Si les Etats-Unis ont retrouvé un certain dynamisme, qui s'est confirmé au second semestre 2012, plusieurs pays européens ont nettement ralenti. Les zones émergentes ont, quant à elles, poursuivi leur progression, à un rythme toutefois plus modéré.

Ainsi, les tendances sur les différents marchés du Groupe ont-elles été nettement différenciées selon les secteurs et les régions. La demande en investissements industriels (machine-outil, ...), en biens de consommation durables (automobile, ...) et en logements a marqué le pas ou même décliné en Europe, comme l'illustrent le recul de la production d'acier ou des mises en chantier de logements neufs ; la demande issue de ces secteurs est en revanche restée dynamique en Amérique du Nord. La consommation courante a, une fois encore, fait preuve de résistance, y compris en Europe. Enfin, l'activité est restée soutenue pour certaines applications de spécialités du Groupe (énergie mobile, céramiques techniques,...).

Après plusieurs trimestres d'affaiblissement par rapport au dollar, l'euro s'est raffermi en fin d'année 2012. L'évolution du coût des facteurs (hausse du prix des matières premières, de certaines énergies, ...) n'a globalement pas montré d'inflexion de tendance par rapport à 2011.

Dans ce contexte plus difficile, **le chiffre d'affaires**, à 3 885 millions d'euros, a enregistré une progression de + 6 % en données courantes (- 2 % à périmètre et changes comparables). Imerys s'est adapté avec réactivité aux conditions de marché pour préserver sa rentabilité. La marge opérationnelle s'est élevée à 12,6 %, permettant à Imerys d'atteindre son objectif de croissance du résultat courant net. La structure financière a été renforcée alors que le Groupe a lancé, en parallèle, les premières étapes de son plan de développement 2012-2016.

Imerys a ainsi poursuivi, en 2012, l'évolution de son portefeuille d'activités au travers des opérations suivantes :

- Croissance externe :
  - En mai 2012, le Groupe a acquis la société brésilienne Itatex, pour accroître son offre de produits destinés aux marchés des peintures, polymères et caoutchoucs (Minéraux de Performance).
  - Imerys a diversifié sa gamme de minéraux en achetant, début novembre auprès du Groupe Vale, un gisement au Brésil de bauxite réfractaire, minéral essentiel à certaines applications réfractaires et abrasives.
  - En Grande-Bretagne, l'intégration des activités kaolin de la société Goonvean, acquise en novembre, permettra de renforcer les réserves minérales de haute pureté du Groupe en Cornouailles pour les applications de performances et céramiques.
- Investissements de développement :
  - Au Moyen-Orient, le Groupe a lancé la construction d'une usine de production d'alumine fondue (Abrasifs) à Bahreïn.
  - Les investissements engagés en Belgique (Graphite & Carbone) et au Brésil (Chaux) se sont par ailleurs poursuivis.
- Cessions d'actifs :
  - le 14 décembre, le Groupe a cédé l'un de ses deux terminaux portuaires brésiliens (Barcarena, Etat de Pará) et certains actifs fonciers limitrophes à la société américaine Archers Daniels Midlands, Inc pour un montant total d'environ 67 millions d'euros. La restructuration des outils industriels et logistiques menée en 2011 a en effet permis à Imerys de concentrer ses expéditions de kaolins brésiliens sur son unique port historique ;
  - le Groupe a par ailleurs reçu, le 12 décembre 2012, une offre ferme d'acquisition de la part du groupe Bouyer Leroux pour son activité Imerys Structure (briques, conduits de fumée et boisseaux en terre cuite).

**Le résultat opérationnel courant** du Groupe s'établit à 490,1 millions d'euros pour l'année 2012, soit une hausse de + 0,6 % qui intègre les éléments suivants :

- un effet de périmètre de + 26,8 millions d'euros (+ 21,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre et + 5,8 millions d'euros au second) ;
- un effet de change de + 12,1 millions d'euros (+ 8,4 millions d'euros au premier semestre, + 3,7 millions d'euros au second) lié notamment à l'affaiblissement de l'euro par rapport à certaines devises comme le dollar américain.

A périmètre et changes comparables, le recul du résultat opérationnel courant est imputable à la baisse des volumes de ventes (- 102,5 millions d'euros). Les mesures mises en œuvre pour adapter les niveaux d'activité à une demande plus faible ont permis de diminuer les coûts fixes de production et frais généraux, sans remettre en cause les programmes de Recherche & Développement et le lancement de nouveaux projets (proppants pour l'industrie pétrolière) du Groupe. Au total, les coûts fixes et frais généraux ont diminué de - 11,3 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2012. L'augmentation des coûts variables (- 71,3 millions d'euros), traduisant l'inflation de certaines matières premières, des coûts énergétiques et du fret, a été plus que compensée par une amélioration du prix et du mix de produits à hauteur de + 108,5 millions d'euros.

Le Groupe est parvenu à maintenir sa **marge opérationnelle** à 12,6 %, alors que les baisses de volumes les plus significatives ont affecté les divisions les plus contributrices comme les Matériaux de Construction, les Minéraux pour Réfractaires, les Minéraux Fondus ou les Réfractaires Monolithiques.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre, la marge opérationnelle s'élevait à 11,1 % (11,4 % en 2011), sous l'effet de saisonnalité lié aux fermetures traditionnelles de capacités en fin d'année dans l'ensemble des chaînes industrielles occidentales.

En croissance de + 2,3 % par rapport à l'exercice 2011, **le résultat courant net**, à 310,2 millions d'euros, intègre :

- la légère hausse du résultat opérationnel courant,
- une variation limitée du résultat financier courant qui s'élève à - 58,7 millions d'euros (contre - 57,2 millions d'euros sur la même période de l'année précédente) et dont l'évolution comprend les éléments ci-dessous :
  - une charge d'intérêt de - 57,2 millions d'euros en 2012 (- 56,1 millions d'euros en 2011) ;
  - des mouvements sur provisions et pensions de - 2,7 millions d'euros en 2012 (- 3,5 millions d'euros en 2011) ;
  - l'impact global du change, des autres produits et charges financiers et des instruments financiers, qui constituent un produit net de + 1,2 million d'euros (contre un produit de + 2,4 millions d'euros en 2011).
- une charge d'impôts de - 119,5 millions d'euros (- 123,3 millions d'euros en 2011), soit un taux effectif d'imposition de 27,7 % (28,7 % en 2011), dont la variation est notamment liée à l'origine géographique des résultats.

La progression du résultat courant net est donc conforme à l'objectif annoncé par le Groupe, le 27 juillet dernier, et qui visait, pour 2012, le maintien d'un niveau de résultat courant net au minimum comparable à celui de l'exercice précédent.

**Le résultat net, part du Groupe**, à 300,8 millions d'euros, tient compte des **autres produits et charges** pour un montant net d'impôts de - 9,4 millions d'euros correspondant, pour l'essentiel :

- au produit de cession d'actifs logistiques et portuaires à Barcarena (Brésil) : dans le cadre de la réorganisation de la production de kaolin au Brésil, mise en œuvre en 2011 consécutivement à l'acquisition de PPSA, le Groupe a regroupé ses expéditions maritimes sur le terminal portuaire historique d'Imerys Rio Capim Caulim (Imerys RCC). La branche Pigments pour Papier & Emballage a donc cessé d'utiliser le port de PPSA et accepté l'offre d'achat remise par la société Archers Daniels Midlands, Inc. portant sur ce terminal portuaire et sur des actifs fonciers voisins. L'opération a été conclue le 14 décembre 2012 pour un montant net de frais de cession de 67 millions d'euros. La plus-value de cession du port (49,4 millions d'euros après impôt) a été enregistrée en autres produits et charges (le produit de cession des actifs fonciers figure en résultat courant net pour 3,4 millions d'euros après impôt).
- à la dépréciation partielle de la survalue de l'activité zircon fondu, à hauteur de - 29,5 millions d'euros, net d'impôts tenant compte de l'évolution de cette activité en Chine ;
- à des mouvements de provisions et des charges de restructurations d'un montant total de - 29,2 millions d'euros principalement en Europe, dans les activités Minéraux pour Céramiques, Réfractaires Monolithiques et Matériaux de Construction, en Afrique du Sud (Minéraux pour Réfractaires) ainsi que dans l'activité Talc.

Au 31 décembre 2012, le **besoin en fonds de roulement opérationnel** représente 22,8 % des ventes annualisées du dernier trimestre (contre 23,7 % au 31 décembre 2011). Ce ratio bénéficie de la mise en œuvre de mesures ciblées de réductions de stocks ainsi que de l'amélioration nette du besoin en fonds de roulement de l'activité Talc. Il tient compte du programme d'affacturage conclu en 2009 qui représentait 62 millions d'euros au 31 décembre 2012.

En 2012, le Groupe a, comme annoncé, poursuivi son programme de développement reflété dans la hausse des **investissements industriels comptabilisés** (266,6 millions d'euros contre 229,2 millions d'euros en 2011, déjà en hausse de + 35 % par rapport à 2010). Ils représentent 124 % des amortissements (contre 109 % en 2011). Les investissements de développement s'élèvent à 115,6 millions d'euros (+ 20 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent) et ont été sélectionnés pour accompagner la hausse de la demande dans des secteurs et zones géographiques en croissance. Ces nouvelles lignes de production devraient, pour la majorité d'entre elles, entrer en service en fin d'année 2013 et contribuer aux performances du Groupe dès 2014.

Il est rappelé que les autres éléments de besoin en fonds de roulement concernent principalement des éléments de dettes fiscales et sociales dont les décaissements sont décalés par rapport à l'exercice comptable. Après prise en compte du résultat financier décaissé et de ces autres éléments de BFR, le cash-flow libre courant s'élève à 302,3 millions d'euros, en hausse de + 33 % par rapport à l'exercice précédent.

La forte génération de cash-flow libre courant et le produit de cession d'actifs logistiques et fonciers ont permis au Groupe de se désendetter de plus de 156 millions d'euros, après versement d'un dividende de 112,8 millions d'euros à ses actionnaires le 9 mai 2012 (auquel se sont ajoutés 1,3 million d'euros de dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales du Groupe). Au 31 décembre 2012, la **dettes financière nette** consolidée et les ratios d'endettement d'Imerys affichent une baisse significative : à 874,8 millions d'euros, la dette financière nette retrouve son niveau de fin 2010, moins de deux ans après avoir acquis le Groupe Luzenac.

En matière de financement, le Groupe a sécurisé, au cours des 18 derniers mois, près de 600 millions d'euros de lignes bancaires bilatérales additionnelles à l'horizon 2015-2016. Les ressources financières totales ont ainsi été augmentées et diversifiées et leur maturité moyenne allongée. Au 31 décembre 2012, les **ressources financières** totales d'Imerys s'élèvent donc à 2,8 milliards d'euros (dont 1,6 milliard d'euros de ressources financières disponibles hors trésorerie), avec une maturité moyenne de 2,9 ans. Ces ressources financières permettent de couvrir les échéances 2013 (remboursement de l'emprunt obligataire de 140 millions de dollars américains) et l'arrivée à son terme du crédit syndiqué de 750 millions d'euros. Hors échéances 2013, les ressources financières disponibles s'élèvent à 0,8 milliard d'euros avec une maturité moyenne de 4 ans.

Imerys dispose donc d'une situation financière très solide et de toute la flexibilité pour mener son plan de développement.

Marquant sa confiance dans les perspectives de développement du Groupe, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende porté à 1,55 euro par action. La distribution totale s'élèverait à 116,8 millions d'euros, représentant 37,6 % du résultat courant net, part du groupe. Cette proposition est en ligne avec le taux de distribution historique pratiqué par Imerys. La mise en paiement interviendrait à compter du 13 mai 2013.

## ACTIVITES ET RESULTATS DU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2013

M. Gilles MICHEL présente ensuite l'activité et les résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2013 du Groupe.

Les résultats d'Imerys au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 témoignent de la bonne résistance de la marge opérationnelle du Groupe. Celle-ci illustre, en particulier, l'efficacité des mesures de réduction de coûts, renforcées depuis le second semestre 2012. Dans un environnement devenu plus difficile, Imerys continuera, d'une part, d'adapter son dispositif industriel aux conditions de marché et, d'autre part, d'engager de façon sélective des projets porteurs de croissance future. Le ralentissement économique s'est confirmé en Europe, affectant particulièrement les secteurs de la construction et de l'industrie ; la croissance se poursuit dans les pays émergents, mais à un rythme moins soutenu, tandis que l'économie nord-américaine reste orientée positivement. L'inflation du coût des facteurs (matières premières, énergie) a été limitée par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

Dans le cadre de sa stratégie de croissance interne à l'horizon 2016, le Groupe a investi pour accélérer sa montée en puissance sur le marché porteur de l'exploitation des gisements de pétrole et gaz non conventionnels aux Etats-Unis. Au travers du rachat de PyraMax Ceramics, LLC, le 10 avril 2013, Imerys a également acquis la propriété d'un complexe industriel, situé à Wrens (Géorgie, Etats-Unis), dédié à la production de proppants céramiques. Ces agents de soutènement de la roche sont issus d'un processus complexe de transformation de kaolin bauxitique dont PyraMax Ceramics, LLC détient localement des réserves. La construction de l'usine, d'une capacité annuelle de 225 000 tonnes, est actuellement en cours d'achèvement et sa montée en charge est prévue dans le courant de l'année 2014. L'investissement s'élève à 235 millions de dollars américains, auxquels pourront s'ajouter, d'ici à fin 2014, d'éventuels compléments de prix fondés sur des critères de performance industriels et commerciaux, pour un montant n'excédant pas 100 millions de dollars américains. Le financement global de cet investissement est assuré au moyen de crédits bancaires confirmés dont dispose Imerys.

Le **chiffre d'affaires** du 1<sup>er</sup> trimestre 2013 s'élève à 929,3 millions d'euros, en baisse de - 4,6 % par rapport à la même période de 2012. Ce recul prend en compte :

- un effet de périmètre de + 7,8 millions d'euros (+ 0,8 %), essentiellement lié aux acquisitions d'Itatex (consolidée depuis mai 2012) et des activités kaolin de Goonvean (novembre 2012, opération restant soumise à l'approbation des autorités britanniques de la concurrence) ;
- un effet de change négatif de - 14,3 millions d'euros (- 1,4 %), lié au renforcement de l'euro par rapport à certaines devises comme le yen japonais, alors que la parité de l'euro s'est stabilisée avec le dollar américain.

A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires est en baisse de - 4,0 % par rapport à celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2012 qui constituait une base encore élevée de comparaison : les niveaux d'activité étaient proches de ceux du 1<sup>er</sup> trimestre 2011 qui s'inscrivait dans un contexte de nette reprise des économies mondiales.

Les volumes s'affichent en moyenne en retrait de - 5,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, un pourcentage en ligne avec les tendances du second semestre 2012. L'inflexion a été un peu plus marquée au mois de mars en Europe, notamment dans les divisions liées aux secteurs industriels et de la construction ; une partie de l'explication est à trouver dans les conditions climatiques défavorables, particulièrement en France. Au global, la bonne résistance des secteurs liés à la consommation courante (agro-alimentaire, santé, produits de beauté, produits pharmaceutiques, emballages, énergie,...) et la diversité de la présence géographique et sectorielle du Groupe ont permis de limiter le recul des volumes.

L'effet prix/mix, positif dans chacune des branches d'activité, progresse de + 1,6 % pour l'ensemble du Groupe, dans un contexte de moindre inflation.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, la répartition des ventes par zone géographique est globalement équivalente à celle du 1<sup>er</sup> trimestre 2012. La baisse enregistrée en France traduit principalement le recul de l'activité Matériaux de Construction. La diminution des ventes dans les pays émergents s'explique par un effet défavorable de conversion (dépréciation de - 14 % du real brésilien et de - 9 % de la roupie indienne vis-à-vis de l'euro) ainsi que par la forte baisse du prix du zircon en Chine dans l'activité Minéraux Fondus.

M. Gilles Michel détaille ensuite l'activité des quatre branches de la Société au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

#### **Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie**

L'environnement récessif en Europe et le ralentissement du rythme de croissance de certains secteurs en Amérique du Nord ont impacté les niveaux d'activité des Minéraux pour Réfractaires, des Minéraux Fondus et de certains marchés du Graphite & Carbone. De plus, la demande associée - investissements industriels, grands équipements, certains biens de consommation durable - se compare au bon niveau d'activité lié à la forte reprise du début d'année 2012. Les marchés traditionnels des Céramiques (construction neuve, rénovation) ont mieux tenu dans les zones où le Groupe est présent.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, l'activité a été mieux orientée dans le pétrole et le gaz non conventionnels aux Etats-Unis.

Le **chiffre d'affaires**, à 273,7 millions d'euros pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2013, est en baisse de - 8,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012. Cette baisse intègre un effet négatif de change de - 4,1 millions d'euros. A périmètre et changes comparables, la baisse est de - 6,7 %.

#### **Minéraux de Performance & Filtration**

Les marchés finaux de la branche, en particulier les biens de consommation courante (agro-alimentaire, santé, etc...) et les industries intermédiaires (plastiques, peintures, caoutchouc, filtration, catalyse, etc...) ont été entraînés par une demande solide aux Etats-Unis et dans les pays émergents. En Europe, l'exposition de la branche aux industries automobile, pharmaceutique, santé & beauté et à l'agro-alimentaire, renforcée avec le Talc, a permis de contenir l'impact de la baisse dans l'équipement industriel et la construction.



Le **chiffre d'affaires** est de 223,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, en hausse de + 0,8 %. Cette augmentation intègre les éléments suivants :

- un impact négatif de changes de - 2,7 millions d'euros,
- un effet de périmètre de + 1,9 million d'euros relatif à l'intégration d'Itatex au Brésil (consolidée depuis le 1<sup>er</sup> mai 2012).

A périmètre et changes comparables, la progression des ventes est de + 1,2 %.

### **Pigments pour Papier & Emballage**

La production de papier a été stable au niveau mondial, la poursuite de la croissance dans les pays émergents (+ 4,8 %, en particulier en Asie et en Amérique du Sud) compensant l'érosion structurelle en Amérique du Nord et en Europe (- 4,3 % dans les pays matures). Des fermetures de capacité ont été annoncées par les producteurs européens de papier d'impression et d'écriture en début d'année 2013, face à la baisse des exportations, en particulier vers l'Amérique du Nord. Le segment de l'emballage a poursuivi sa croissance.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, le **chiffre d'affaires**, à 206,2 millions d'euros, est en retrait de - 3,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, en tenant compte d'un impact négatif de change de - 4,4 millions d'euros (- 2,1 %). A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires est en léger repli (- 1,2 %).

### **Matériaux & Monolithiques**

Dans l'activité Solutions Réfractaires (55 % du chiffre d'affaires de la branche), la demande issue de la sidérurgie et des autres industries de haute température (production d'énergie, incinération, fonderie, ciment, pétrochimie, etc...) a continué de ralentir en Europe au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. La production d'acier européenne a ainsi baissé de - 5 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012. Dans les zones émergentes, la tendance est toujours positivement orientée, quoique plus contrastée. Les projets de maintenance se poursuivent mais les décisions de construction de nouvelles usines font l'objet de reports.

Dans les Matériaux de Construction en France, la faiblesse des ventes de logement individuels neufs perdure et se traduit par une baisse de - 16,6 % des mises en chantier de maisons individuelles neuves sur 12 mois glissants, soit 162 000 unités (*source : Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie – 27 mars 2013*). La rénovation continue de mieux résister et permet de limiter le recul des ventes de tuiles en terre cuite à - 12 % sur les deux premiers mois de 2013 par rapport à la même période de l'année précédente (*Fédération Française des Tuiles et Briques*) malgré l'impact de conditions climatiques défavorables. Sur la même période, les ventes de briques diminuent de - 15 %. A 230,6 millions d'euros, le **chiffre d'affaires** de la branche (- 9,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012) comprend un effet négatif de change de - 2,7 millions d'euros (- 1,1 %) et un effet de périmètre (+ 0,4 million d'euros) relatif à l'acquisition, le 15 janvier 2013, d'Arefcon b.v., société hollandaise spécialisée dans l'installation de réfractaires pour l'industrie pétrochimique.

A périmètre et changes comparables, le repli du chiffre d'affaires est de - 9,0 %.

Le projet d'acquisition de l'activité Imerys par le groupe Bouyer Leroux, annoncé le 12 décembre dernier, progresse. La procédure de consultation des instances représentatives du personnel a pris fin et s'est traduite par un avis favorable. L'Autorité de la Concurrence a par ailleurs indiqué, le 23 avril 2013, la poursuite de l'étude de ce projet de cession d'actifs et l'ouverture d'une phase d'examen approfondi. Celui-ci se déroulera pendant les semaines à venir et devrait aboutir à une décision au début du deuxième semestre 2013.

M. Michel Delville présente ensuite les résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

Le **résultat opérationnel courant** s'établit à 117,0 millions d'euros (- 7,3 %) au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et tient compte des éléments suivants :

- un effet de change positif de + 2,0 millions d'euros (+ 1,6 %), la base de coûts brésilienne bénéficiant de l'affaiblissement du réal par rapport à l'euro sur la période,
- un effet de périmètre limité de + 0,3 million d'euros (+ 0,2 %).

A périmètre et changes comparables, l'évolution du résultat opérationnel courant (- 9,1 %) intègre l'impact du recul des volumes de ventes (- 31,7 millions d'euros), affectant principalement les activités les plus contributrices du Groupe. Cet impact a été compensé à hauteur de 14,7 millions d'euros grâce à l'adaptation de l'outil industriel aux conditions de marché et aux plans de réduction de frais généraux, renforcés dès le deuxième semestre 2012.

La progression du prix/mix de produits (+ 13,1 millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012) est supérieure à l'inflation des coûts variables (- 2,7 millions d'euros, incluant une moindre hausse des prix de l'énergie et une baisse du prix de certaines matières premières).

Dans ce contexte, la **marge opérationnelle** du Groupe fait preuve de résistance et s'établit à 12,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

Le **résultat courant net** s'élève à 72,5 millions d'euros (76,4 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2012). Ce recul de - 5,1 % reflète la baisse du résultat opérationnel courant.

Il intègre également les éléments suivants :

- le résultat financier, pour - 15,8 millions d'euros (contre - 19,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, après le retraitement comptable des provisions pour retraites et pensions) traduisant :
  - une légère amélioration de la charge sur endettement financier (- 13,3 millions d'euros contre -14,5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2012), qui s'explique par la diminution de la dette financière nette moyenne sur la période ;
  - des mouvements sur provisions pour retraites, représentant une charge de - 3,5 millions d'euros (- 3,1 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 après retraitement opéré en application de la norme IAS 19 révisée sur les avantages du personnel afin d'assurer la comparabilité de l'information ; voir annexe au présent communiqué) ;
  - l'impact net des changes et instruments financiers, avec un produit de + 1,0 million d'euros (- 1,5 million d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2012) ;
- la charge d'impôts de - 28,3 millions d'euros (- 30,0 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2012), soit un taux effectif d'imposition de 28,0 % (stable par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012). L'alourdissement des contributions fiscales françaises a été atténué par l'évolution du mix géographique des résultats du Groupe.

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels, nets d'impôts, pour - 2,5 millions d'euros, le **résultat net, part du Groupe**, s'établit à 70,1 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 (73,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

La **dette financière nette**, qui représentait 38,5 % des fonds propres consolidés le 31 décembre 2012, n'a pas évolué de façon significative au cours de ce 1<sup>er</sup> trimestre 2013, grâce à la stricte maîtrise des coûts fixes et frais généraux alors que le Groupe a continué d'investir dans ses projets de croissance. Le 22 avril 2013, l'agence de notation Moody's a confirmé la note de crédit long terme (dette senior non sécurisée) attribuée à Imerys en 2011 à « Baa-2 » avec une perspective stable. La note court terme a également été reconduite à « P-2 » avec une perspective stable également.

Enfin, M. Gilles MICHEL présente les **perspectives** et les **ambitions** du Groupe pour les années à venir. Dans le contexte de ralentissement mondial observé depuis mi-2012, marqué par d'importants contrastes géographiques et sectoriels, Imerys donne la priorité à la préservation de sa rentabilité opérationnelle et à sa capacité à générer du cash-flow. Sa structure financière solide lui permet, par ailleurs, de poursuivre, de manière sélective, son programme de sa stratégie de développement à l'horizon 2016.

M. Gilles MICHEL demande ensuite à M. Denis MUSSON, Secrétaire de l'Assemblée, de résumer les résolutions qui seront soumises au vote des actionnaires.

## RESUME DES RESOLUTIONS

M. Denis MUSSON informe l'Assemblée qu'aucune demande d'inscription de point à l'ordre du jour ou de projet de résolution complémentaire n'est parvenue à la Société.

Après avoir présenté les résolutions portant sur les comptes sociaux et consolidés du Groupe de l'exercice 2012 ainsi que sur le montant du dividende proposé à l'Assemblée, M. Denis MUSSON rappelle qu'aucune convention nouvelle ni aucun engagement nouveau n'a été conclu en 2012 autres que ceux d'ores et déjà approuvés par l'Assemblée Générale du 26 avril 2012.

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE prend ensuite la parole et présente l'évolution des éléments de rémunération fixes et variables de M. Gilles MICHEL, en intégrant ceux décidés par le Conseil d'Administration ayant précédé la présente Assemblée.

Puis, M. Gilles MICHEL présente Madame Marion GUILLOU et Madame Marie-Françoise WALBAUM dont la cooptation ou la nomination en qualité de nouvel Administrateur de la Société est proposée aux Actionnaires.

Il rappelle ensuite que Messieurs Jean MONVILLE et Jean-Pierre SIVIGNON n'ont pas sollicité le renouvellement de leur mandat. M. Gilles MICHEL les remercie pour leur contribution remarquable aux travaux du Conseil.

Enfin, M. Gilles MICHEL exprime au nom du Conseil d'Administration ses plus vifs remerciements à M. Jacques DRIJARD, dont le mandat prend fin à l'issue de l'Assemblée, pour le travail remarquable qu'il a accompli tout d'abord au sein de la Direction Générale d'Imetal puis en qualité d'Administrateur d'Imerys au cours des dix-sept dernières années.

M. Denis MUSSON présente ensuite les délégations et autorisations financières dont le renouvellement est proposé à l'Assemblée. Lecture est donnée à cette occasion par les Commissaires aux comptes du résumé de leurs rapports afférents aux résolutions concernées.

### QUESTIONS ECRITES

M. Denis MUSSON informe ensuite l'Assemblée que des questions écrites ont été adressées, dans les conditions prévues par la loi, le 19 avril 2013, au Président du Conseil d'Administration, par l'Association IPAC (Initiative Pour un Actionnariat Citoyen).

M. Gilles MICHEL prend la parole pour présenter ces questions ainsi que les réponses qui y ont été apportées par le Conseil d'Administration réuni préalablement ce jour :

- La première question porte sur l'évolution des effectifs du Groupe en France au cours des trois dernières années. Ces effectifs sont passés en France de 3 004 en 2010 à 3 190 en 2011 puis à 3 330 en 2012, ce qui représente une hausse de 11%, cette hausse étant légèrement supérieure à celle enregistrée pour l'ensemble du Groupe qui est de l'ordre de 8% au cours de la même période 2010-2012 et qui s'explique principalement par l'intégration du Groupe Luzenac acquis en 2011. Ces chiffres incluent les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD) ;
- les deux questions suivantes portent (1) sur la gestion prévisionnelle des emplois en France en 2013, ainsi que (2) sur les engagements et dispositifs qui seront mis en place par Imerys pour faire face à d'éventuelles réorganisations internes susceptibles d'affecter l'emploi.

Ces deux questions traitant d'un même sujet qui est « que peut-il ou va-t-il se passer ou comment allez-vous gérer les évolutions de l'emploi en France ? », une réponse commune leur est apportée. Il est rappelé qu'en France en particulier, mais cela est vrai en général, l'emploi est gouverné par l'activité de l'entreprise, que son évolution est défavorable depuis un certain nombre de mois et que cette tendance ne se présente pas comme devant s'inverser dans les mois à venir. La préoccupation principale de la Société c'est justement de gérer les emplois de manière très prudente de façon à éviter d'avoir à se retrouver dans des situations ou des circonstances qui l'amèneraient à faire des ajustements brutaux, massifs, inattendus et difficiles. Nous sommes donc extrêmement attentifs à conserver un volant de CDD et/ou d'emplois intérimaires qui nous permet de nous ajuster aux fluctuations saisonnières de la demande.

Nous veillons également à ne pas, sauf si cela est nécessaire et justifié pour le long terme, remplacer les départs qui auraient lieu soit de CDD soit de CDI. En France, les CDD représentent à peu près 3 % de l'emploi du Groupe. Par ailleurs, nous utilisons chaque fois que nécessaire, et cela est nécessaire depuis un certain nombre de mois, le chômage partiel en France, qui est un mode efficace d'adaptation de l'activité de l'entreprise tout en préservant emplois et compétences. Enfin, et dans le cas où les difficultés s'avèreraient plus sérieuses et/ou plus durables, nous aurions alors, bien entendu, recours au dispositif que l'on appelle en France la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences, et qui vise précisément à mettre en place des dispositions, des dispositifs, des mesures et des plans d'actions pour traiter des conséquences négatives sur l'emploi de restructurations industrielles.

Nous y avons parfois recours même s'il est peu fréquent que le Groupe ait des mouvements d'importance ou qu'il y ait eu des mouvements significatifs au cours des trois dernières années. Nous avons en ce moment, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'évoquer, une petite unité industrielle de production de tuiles dans le sud-ouest de la France à Blajan, dont l'activité sert un marché en décroissance, avec un produit particulier dont le segment baisse encore plus vite. Il est donc assez net, depuis plus d'une année, que cette unité est en surcapacité de production. Nous avons engagé un processus visant à nous permettre d'arrêter la production et de réduire cette surcapacité. Nous l'avons fait en présentant un plan qui me semble très responsable, très ambitieux, et d'ailleurs coûteux consistant à reclasser l'ensemble des personnels concernés - il s'agit de moins de 25 personnes aujourd'hui - et de réindustrialiser, en aidant ou en appuyant l'arrivée d'une nouvelle activité industrielle. Nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à réunir les conditions pour nous permettre d'effectuer cette opération. Pour autant, il faudra bien mettre un terme à la production et nous aurons dans les semaines à venir à retourner vers les instances représentatives du personnel précisément pour mettre en place un dispositif de type Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences, pour nous adapter.

- La dernière question visait les actions du Groupe à l'égard des jeunes sans qualification. Rappelons tout d'abord que le préalable est de créer de l'emploi, notamment en France, qualifié ou non qualifié. Ensuite, nous pourrions agir pour que les personnes non qualifiées puissent répondre à ces emplois. Le Groupe est bien entendu sensible, et ce n'est pas une formule de principe, il est même soucieux de l'insertion des jeunes, en particulier sans qualification, dans une logique économique et d'entreprise. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés dans une démarche récente que l'AFEP a promue, appelée « Jeunes et Entreprises », qui a été lancée il y a quelques semaines avec le soutien fort du Ministre du Travail, et qui a pour objectif de favoriser l'insertion des jeunes sans emploi par un engagement collectif des entreprises. Précisions également, et ce sera mon dernier point sur ce sujet, que la mise en place du « Contrat de Génération », lorsqu'elle sera effective et qu'on en connaîtra bien les conditions, pourra aussi contribuer à cet effort.

Voilà les éléments que je voulais, au nom du Conseil d'Administration, apporter en réponse aux questions écrites qui ont été adressées. »

M. Gilles MICHEL invite ensuite les personnes qui souhaitent poser des questions à se faire connaître afin que les membres du bureau puissent y répondre.

## RESUME DES DEBATS

### ***Monsieur BULIDON, actionnaire individuel***

*Monsieur le Président, je souhaiterais revenir sur la progression du dividende dont on ne peut que se féliciter puisqu'il est correctement ajusté sur la cyclicité des activités et des résultats du Groupe. Il ne nous a néanmoins pas échappé que la progression du résultat 2012 résulte de la cession de l'un des deux terminaux portuaires brésiliens du Groupe.*

*A ce propos, vous envisagez de vendre l'activité Imerys Structure et d'asseoir sa valorisation sur son chiffre d'affaires. Quel est le montant de ce chiffre d'affaires ?*

*Pensez-vous, d'ailleurs, Monsieur le Président, pouvoir poursuivre le nettoyage de vos activités sans affaiblir le Groupe ?*

*Je souhaiterais également aborder le sujet de la branche Matériaux & Monolithiques, qui, je le rappelle, représente 25 % du chiffre d'affaires du Groupe et une marge opérationnelle stable à 20 % et dans laquelle vous investissez peu ; vous avez même indiqué que vous envisagiez actuellement un gel des investissements Il doit pourtant exister des opportunités de développement ou de création de nouvelles capacités. Pourriez-vous nous en dire plus ?*

*Vous avez par ailleurs insisté sur l'effort de Recherche & Développement mené par le Groupe, en progression, je le rappelle, de 30 %. J'ai le sentiment que vous souhaitez maintenant ajuster ce chiffre par rapport aux circonstances. Votre objectif de chiffre d'affaires était de 700 millions d'euros, ce qui est considérable. Je rappelle qu'entre 2008 et 2012, le chiffre d'affaires d'Imerys a progressé d'un peu plus de 400 millions d'euros. Dans ces nouveaux marchés, pourriez-vous nous indiquer la marge que vous envisagez, compte tenu des délais de retour sur investissements qui sont très longs ?*

## **Gilles MICHEL, Président-Directeur Général**

Je vous remercie Monsieur pour votre propos sur le dividende. Je laisse la parole à Michel Delville afin qu'il vous explique les raisons, les modalités et l'impact de la cession du terminal portuaire brésilien sur nos résultats.

## **Michel DELVILLE, Directeur Financier**

Étant un actionnaire fidèle et attentif, il ne vous a effectivement pas échappé Monsieur Bullidon que la politique du Groupe est de distribuer un dividende qui représente entre 36 et 38 % du résultat courant net.

La cession du port brésilien, de par son montant significatif et son caractère non récurrent, a été comptabilisée en majeure partie en autres produits et charges et non pas comme un élément du résultat courant net. Cette cession n'a donc pas impacté la proposition de distribution de dividendes sinon très indirectement seulement. Quoiqu'il en soit, le cash-flow libre courant du Groupe, à 300 millions d'euros, est bien largement suffisant pour assurer le versement du dividende proposé.

## **Gilles MICHEL, Président-Directeur Général**

Concernant les autres excellentes questions que vous venez de nous poser, vous comprendrez que je ne reprends pas à mon compte, le terme « nettoyage » que vous avez utilisé. Le projet de cession de l'activité Imerys Structure correspond à une vraie logique industrielle au sein du marché de la terre cuite qui comprend plusieurs acteurs. C'est une activité qui requiert des investissements, notamment en Recherche & Développement, et nous pensons qu'un regroupement tel qu'envisagé est de nature à apporter les ressources nécessaires à la croissance de cette activité. Il s'agit donc d'un projet industriel ainsi que d'un projet social qui est mené sous l'égide de la société Bouyer Leroux qui est une SCOP. Est-ce que cette cession affaiblira le Groupe ? Non. Je crois que cela le renforcera. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, le Groupe a pour vocation, dans chacun de ses métiers, de se trouver en position de leader, de numéro 1 ou de numéro 2, capable de financer sa croissance et la R&D, de valoriser ses produits dans le prix de vente et l'amélioration de son mix, et pour cela je pense qu'il faut avoir des positions solides. Avons-nous d'autres projets de ce type-là ? Non, ce n'est pas du tout la ligne d'action principale que nous retenons pour le Groupe, ni même secondaire. De façon opportuniste, dans le sens littéral et non connoté du terme, ce projet s'est présenté et nous avons jugé qu'il avait un sens, donc nous l'avons engagé. Mais chacun l'a compris : la stratégie du Groupe est de se développer ; son portefeuille est solide et sain ; ses métiers ont, pour la quasi-totalité, de bonnes positions concurrentielles avec de bons atouts et nous devons nous assurer que les conditions sont réunies pour garantir leur développement et leur croissance.

S'agissant de la branche Matériaux & Monolithiques, vous faites observer tout à fait justement que nous investissons peu, alors même que ses secteurs d'activité sont rentables et bénéficient de potentiels de développement, en particulier pour l'activité Réfractaires Monolithiques. Les marchés de l'activité Matériaux de Construction ne sont pas en expansion, tout le monde l'aura compris ; les investissements sont donc faibles, une croissance des capacités dans ces conditions n'ayant pas de sens. Comme je l'ai évoqué précédemment, il convient avant tout de s'assurer que les coûts sont contenus, que le cash est géré, que la position commerciale est maintenue, et que les clients sont satisfaits.

En revanche, même si conjoncturellement le marché est plus difficile depuis quelques mois, l'activité Réfractaires Monolithiques a un potentiel de développement incontestable, tant géographique que commercial s'agissant de la construction d'usines neuves par opposition à la simple maintenance des usines existantes. Cette activité n'exige pas de forts capitaux ce qui diffère de la plupart des autres métiers du Groupe. La croissance de cette activité ne se fera donc pas à grand renfort d'investissements mais plutôt par le développement des équipes commerciales et techniques, de R&D, ou encore par voie d'acquisitions sélectives, etc.

Enfin, concernant les efforts de Recherche & Développement menés par le Groupe, je répète que si la conjoncture variait significativement, comme cela est peut-être déjà le cas, nous adapterions le rythme de notre stratégie de croissance, sans pour autant y renoncer. Pour le moment, nous continuons d'investir dans la construction de nouvelles capacités. Nos programmes, dépenses et équipes de R&D sont maintenus. En revanche le rythme de croissance du Groupe sera naturellement ajusté de façon à préserver son intégrité et ses fondamentaux.

L'objectif de 700 millions d'euros que vous avez évoqué est effectivement très ambitieux. Il reste le mien. Nous savons qu'il est atteignable, donc nous le poursuivons avec beaucoup d'acharnement. Cet objectif sera atteint grâce à deux moyens. D'une part, des opérations ambitieuses, comme avec les proppants céramiques, secteur entièrement nouveau pour nous, qui doivent être des contributeurs importants à l'élargissement de notre offre ; d'autre part, la somme des développements de petite ou moyenne taille réalisés dans nos métiers déjà existants, très porteurs de richesse parce qu'ils sont diffus, largement répartis et donc d'une grande solidité.

Voilà ce à quoi nous travaillons ! Et nous verrons dans quelques années si l'environnement économique nous aura permis d'atteindre cet objectif. Ce dont je suis absolument certain, parce que je le sais et le vois d'ores et déjà, c'est que d'organiser le Groupe autour d'un objectif aussi ambitieux, de mettre sous tension nos équipes pour aller trouver de nouveaux débouchés, de nouvelles solutions ou applications, apportera une dynamique et une ouverture considérables à nos métiers.

*Et qu'en est-il du chiffre d'affaires d'Imerys Structure ?*

**Gilles MICHEL, Président-Directeur Général**

Comme cela a été dit, le chiffre d'affaires 2011 de l'activité Imerys Structure était de l'ordre de 90 millions d'euros.

### **Un actionnaire individuel**

*Bonjour, j'ai plusieurs questions dans des domaines différents. Tout d'abord, quelle est la date de détachement du coupon ? Deuxième question : pourriez-vous définir le terme de Monolithiques et nous indiquer quels sont les produits que vous incluez sous ce terme ?*

*Ensuite, pouvez-vous nous donner plus d'explications sur votre activité au Brésil ? Est-ce que vous avez plusieurs usines ? Quels types de produits vendez-vous au Brésil ? Quel pourcentage de chiffre d'affaires cela représente-t-il ?*

*Enfin, que signifie le terme barbare de « proppants » ? Quel est le procédé utilisé pour la production de ces proppants ? Je suppose que ce procédé est utilisé uniquement pour les gaz de schiste et aucun autre gaz ou pétrole. Merci beaucoup pour votre réponse.*

**Gilles MICHEL, Président-Directeur Général**

Je vais essayer d'être aussi complet que vous.

Tout d'abord, la date de détachement du coupon est le 8 mai 2013.

Pour répondre à votre deuxième question, les Réfractaires Monolithiques sont, pour parler simplement, un type de béton ou de ciment réfractaire inséré par projection dans des environnements complexes, par opposition aux blocs réfractaires. Il s'agit de spécialités ayant un pouvoir réfractaire dès l'application, avec des coûts d'installation moindres et plus rapides, donc plus attractifs pour les clients. Le segment des Réfractaires Monolithiques, par opposition à celui des blocs réfractaires, est en croissance continue depuis de nombreuses années et continuera de croître. Nous sommes aujourd'hui leader mondial de cette activité.

Pour répondre à votre troisième question, trois de nos branches sont présentes au Brésil, et nous avons plusieurs usines dont je n'ai pas le nombre précis en tête mais qui est de l'ordre de 10 à 15. Notre présence au Brésil répond à une double logique : tout d'abord, nous exploitons d'importantes ressources minières de kaolin, au nord du Brésil, dans l'Amazone, de très grande qualité, qui servent le marché mondial du papier, ce qui fait du Groupe le leader mondial de cette activité. Deuxièmement, nous produisons des carbonates qui entrent dans la composition du plastique, de la peinture ou du papier et nous servons le marché brésilien lui-même. Le chiffre d'affaires réalisé au Brésil représente environ 4 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Les nombreuses ressources minérales au Brésil ainsi que la taille significative de ce pays, en croissance, expliquent que nous cherchions à développer notre présence localement, ce dont nous sommes tout à fait capables en raison de nos équipes et nos implantations locales déjà solides.

Je ne sais pas si le terme « proppants » est barbare ; en tous les cas, il est anglophone. Il s'agit d'agents de billes de soutènement de la roche qui permettent, dans le processus d'extraction par fracturation, de maintenir ouverte la mini-fracture qui s'est produite car ces agents résistent à la pression mécanique ou à la température. Les fluides qui sont situés à 3 000 ou 4 000 mètres sous la terre peuvent ainsi s'échapper et être exploités. Il s'agit de gaz de schiste, certes, mais surtout de pétrole de schiste. Il ne s'agit en aucun cas de l'exploitation de pétrole et gaz non conventionnels. Enfin, nous ne sommes fournisseurs que de billes de soutènement ; nous ne sommes pas opérateurs des puits de pétrole ; nous ne procédons donc pas à la fracturation, l'injection ou l'exploitation du pétrole.

**Josep PUJAL, KEPLER CHEVREUX**

*Bonjour. Mes questions portent sur 3 sujets.*

*Pensez-vous pouvoir maintenir, au cours des 3 prochains trimestres, le rythme des réductions de coûts de 15 millions d'euros enregistrés au cours du premier trimestre 2013 ? Quel est le pourcentage de réductions pérennes ? Quel est le pourcentage de coûts qui augmenteront à nouveau lorsque l'activité ira mieux ?*

*Ma deuxième question porte sur l'activité dans les pays émergents, en baisse de 9% au premier trimestre 2013 en raison selon vous de la dépréciation du réal brésilien et de la roupie indienne. Est-ce que vous pourriez nous donner la variation du chiffre d'affaires sur ces pays à périmètre et taux de change constants ? Et idéalement, est-ce que vous pensez que l'Amérique latine s'est mieux comportée que l'Asie ?*

*Enfin, pourriez-vous partager avec nous les motivations qui vous ont poussé à acquérir la société Pyramax, d'autant que cet investissement représente un montant de 1 100 dollars par tonne produite contre 600 dollars pour votre unité de production déjà existante ? Y-a-t-il par exemple des réserves de kaolin attachées à cette société ? Les produits de Pyramax sont-ils uniques ?*

**Gilles MICHEL, Président-Directeur Général**

Merci Josep. La réduction des coûts portent sur les frais généraux et les coûts fixes. La réduction des coûts fixes est évidemment associée à la baisse des volumes de production. Le jour où ces volumes augmenteront de nouveau, comme cela s'est d'ailleurs produit en 2000 et 2011, les coûts fixes liés à la production augmenteront également ; ils sont réversibles. À l'inverse, la réduction des frais généraux est liée aux efforts de réorganisation et de restructuration menés au cours de ces quatre dernières années pour travailler différemment, mieux, et à moindre coût. La réduction des frais généraux est donc en grande partie pérenne. Je ne pourrais vous donner un pourcentage, mais je sais que nous sommes en train d'abaisser le point mort comme cela a déjà été le cas précédemment. Les coûts du 1<sup>er</sup> trimestre 2013 sont comparés aux coûts enregistrés au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et qui étaient liés à l'environnement économique favorable du moment. Je ne multiplierais donc pas par quatre la baisse des coûts enregistrés au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. En revanche, je multiplierais par quatre l'intensité des efforts et la nature des programmes de travail qui sont en cours.

Vous avez également et très justement observé que notre chiffre d'affaires baissait dans les pays émergents. Nous avons effectivement enregistré au 1<sup>er</sup> trimestre une forte baisse du réal brésilien, ce qui nous est plutôt favorable puisque le Brésil est une base d'exportation pour nos activités kaolin, d'autant plus compétitive en raison de cette dévaluation. Mais la dévaluation du réal brésilien, tout comme celle de la roupie indienne, a, en première lecture, un impact négatif de conversion, d'où en apparence une baisse du chiffre d'affaires peu plaisante. En réalité, derrière cette baisse apparente de chiffres d'affaire, il y a une dynamique économique positive du marché brésilien et, dans une moindre mesure, du marché indien.

Les motivations qui nous ont poussés à acquérir Pyramax sont très simples : en acquérant cette unité de production ainsi que ses réserves et ses équipes, nous avons fortement accéléré notre montée en puissance sur le marché des proppants, au moment où il était nécessaire et justifié de le faire : nécessaire parce que l'investissement que nous avons réalisé via la construction de notre unité de production de 100 000 tonnes pour pouvoir être un acteur valable et de référence sur un tel marché ne suffisait pas pour servir l'ensemble des clients, voire même l'ensemble des besoins d'un client donné. Ajoutons que du point de vue des clients, il n'est pas nécessairement prudent de se fournir auprès d'un unique site de production pour de simples raisons de fiabilisation de sa chaîne d'approvisionnement ; justifié ensuite car nos premiers pas dans cette activité l'année dernière, dans un environnement chahuté, et l'analyse très approfondie que nous en avons faite, ont confirmé la pertinence de notre investissement et la nécessité pour notre Groupe d'être présent dans ce secteur en raison du potentiel de croissance et de création de valeur qu'il représente.

Nous ferons le bilan des taux de capex dont vous parlez lorsque nous aurons un peu de recul sur Pyramax. Je voudrais cependant ajouter que l'investissement que nous avons réalisé il y a 2 ans, s'inscrit dans une logique dite de « brownfield », qui est une logique d'investissement à minima dont l'objectif est de bénéficier des infrastructures et de l'outil industriel d'une unité de production déjà existante. Le potentiel de croissance de cette activité s'étant confirmé, nous avons procédé à de nouveaux investissements pour doter notre usine d'Andersonville de sa pleine autonomie et de sa pleine capacité à servir le marché des proppants. Je suis très serein : les coûts d'investissement devraient finalement être fort comparables ex-post, notamment au regard des investissements réalisés par les autres acteurs de ce marché. Notre but était de monter en puissance et il était déterminant d'accéder rapidement à un marché qui est en pleine expansion.

S'il n'y a pas d'autres questions, je vous propose de clore les débats.

Constatant que plus personne ne demande la parole, M. Gilles MICHEL demande à M. Denis MUSSON, de soumettre les résolutions au vote de l'Assemblée Générale.

## **VOTE DES RESOLUTIONS**

### **PREMIERE RESOLUTION**

#### ***Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 10 079 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 297 abstentions.*

### **DEUXIEME RESOLUTION**

#### ***Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 10 079 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 297 abstentions.*



### TROISIEME RESOLUTION

#### *Affectation du résultat – Détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	60 415 360,23 euros
auquel s'ajoute le report à nouveau d'un montant de :	258 940 304,83 euros
formant ainsi un total distribuable de :	319 355 665,06 euros
décide de verser, au titre de l'exercice 2012, un dividende de 1,55 euro à chacune des 75 368 546 actions composant le capital social au 1 <sup>er</sup> janvier 2013, représentant une distribution de :	(116 821 246,30) euros
et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	202 534 418,76 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2012 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 13 mai 2013.

Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses actions, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

Exercice clos le :	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dividende net par action	1,50 €*	1,20 € *	1,00 € *
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	75 175 846	75 497 951	75 505 458
Distribution nette totale	112,7 M€	90,6 M€	75,5 M€

\* Dividende éligible à l'abattement de 40 %.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 16 094 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 297 abstentions.*

### QUATRIEME RESOLUTION

#### *Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, constate qu'aucune convention nouvelle ni aucun engagement nouveau relevant des dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, autres que ceux approuvés d'ores et déjà par l'Assemblée Générale n'a été conclu ou autorisé par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2012.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 1 539 166 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 073 abstentions.*

## **CINQUIEME RESOLUTION**

### ***Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Ian Gallienne***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Ian Gallienne vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 1 509 795 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 251 abstentions.*

## **SIXIEME RESOLUTION**

### ***Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Fatine Layt***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de Madame Faine Layt vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 172 028 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 201 abstentions.*

## **SEPTIEME RESOLUTION**

### ***Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Robert Peugeot***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Robert Peugeot vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 8 582 623 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 251 abstentions.*

## **HUITIEME RESOLUTION**

### ***Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Olivier Pirotte***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Olivier Pirotte vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 1 401 092 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 251 abstentions.*

## **NEUVIEME RESOLUTION**

### ***Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Amaury de Seze***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Amaury de Seze vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 2 468 112 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 201 abstentions.*

## **DIXIEME RESOLUTION**

### ***Ratification de la nomination de Madame Marion Guillou en qualité d'Administrateur***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, ratifie la décision prise par ce dernier de nommer Madame Marion Guillou en qualité de nouvel Administrateur de la Société, en remplacement de M. Maximilien de Limburg Stirum, démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 172 278 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 401 abstentions.*

## **ONZIEME RESOLUTION**

### ***Nomination de Madame Marie-Françoise Walbaum en qualité d'Administrateur***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer Madame Marie-Françoise Walbaum en qualité de nouvel Administrateur de la Société pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 932 664 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 401 abstentions.*

## **DOUZIEME RESOLUTION**

### ***Achat par la Société de ses propres actions***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des actions de la Société :

- en vue de l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures, sous réserve de l'approbation de la vingt-quatrième résolution soumise à la présente Assemblée Générale ;
- en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur,
- en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attributions gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi,
- et pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé ;

2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit 7 536 854 actions,
- le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,

- le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 70 euros,
  - le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 527,6 millions d'euros ;
- 3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;
- 4) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;
- 5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 120 645 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 581 abstentions.*

## **TREIZIEME RESOLUTION**

***Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise par l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
- le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 75 millions d'euros, soit, à titre indicatif, 50 % du capital de la Société au 31 décembre 2012, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt et unième résolution, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,

- le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingt et unième résolution ;
- 3) en cas d'usage de la présente délégation de compétence :
- décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible,
  - confère au Conseil d'Administration la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible,
  - décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission telle que définie ci-dessus, le Conseil d'Administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
    - limiter l'émission au montant de ces souscriptions, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission considérée,
    - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
    - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
  - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 5 170 868 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 781 abstentions.*

## **QUATORZIEME RESOLUTION**

***Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-135-1, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise, par l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
  - le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 30 millions d'euros, soit, à titre indicatif, environ 20 % du capital de la Société au 31 décembre 2012, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt et unième résolution et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingt et unième résolution ;
- 3) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution en laissant toutefois au Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera et pour tout ou partie d'une émission effectuée, une priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que :
  - le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %,

- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- 6) décide que le Conseil d'Administration pourra, dans la limite du montant global d'émission autorisé au paragraphe 2) ci-dessus, émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions existantes ou à émettre de la Société, à l'effet de rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
  - en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange : arrêter le nombre et les caractéristiques des titres apportés en échange ; fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèce à verser ; déterminer les modalités de l'émission,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
  - plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 9 649 977 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 713 abstentions.*

## **QUINZIEME RESOLUTION**

***Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visé au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, et de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois et dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, réalisée en France et/ou à l'étranger, portant sur des actions ordinaires et/ou toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens,

immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les valeurs mobilières ainsi émises pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

- 2) décide que les émissions susceptibles d'être réalisées en application de la présente délégation sont limitées à 15 % du capital par an, étant précisé que ce délai d'un an court à compter de chaque émission réalisée en application de la présente délégation ;
- 3) décide de fixer ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
  - le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 20 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingt et unième résolution ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution ;
- 5) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 6) décide que :
  - le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %,
  - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
  - fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,



- déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
- plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 9 202 801 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 963 abstentions.*

## **SEIZIEME RESOLUTION**

### ***Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions décidées en vertu des treizième, quatorzième et quinzième résolutions de la présente assemblée, dans la limite du pourcentage de l'émission initiale prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission, étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale ;
- 2) décide que le montant nominal des émissions décidées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital applicable à l'émission initiale fixé par les treizième, quatorzième et quinzième résolutions de la présente assemblée, selon le cas, et sur le plafond global d'augmentation de capital visé à la vingt et unième résolution de la présente Assemblée ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 8 445 622 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 576 abstentions.*

## **DIX-SEPTIEME RESOLUTION**

### ***Autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et dans la limite de 10 % du capital social par an***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-136, 1°, alinéa 2, du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions prévues par les quatorzième et quinzième résolutions, et dans la limite annuelle de 10 % du capital de la Société tel qu'existant à la fin du mois précédant le jour de l'émission, à déroger aux conditions de fixation du prix et fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à un montant qui sera au moins égal :
  - s'agissant du prix d'émission des actions ordinaires, au cours de clôture de l'action Imerys sur le marché Euronext Paris le jour de négociation précédant la date de fixation du prix d'émission, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 %, et

- s'agissant du prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, au montant tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission visé au paragraphe précédent ;
- 2) précise, en tant que de besoin, que le montant nominal des émissions réalisées dans le cadre de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 12 512 367 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 025 abstentions.*

## **DIX-HUITIEME RESOLUTION**

***Délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription et dans la limite de 10 % du capital par an***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-147 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur le rapport d'un ou plusieurs commissaire(s) aux apports, dans la limite de 10 % du capital de la Société, tel qu'existant à la date d'utilisation de la présente délégation, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- 2) décide, en tant que de besoin, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis dans le cadre de la présente délégation au profit des porteurs de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, objets des apports en nature ;
- 3) décide que le montant nominal des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ; à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 4) prend acte que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour statuer sur l'évaluation des apports et le rapport du ou des commissaires aux apports, arrêter les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment l'évaluation des apports et, le cas échéant, l'octroi d'avantages particuliers, fixer le nombre de titres à émettre en rémunération des apports ainsi que leurs caractéristiques, procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'apport, constater la réalisation des augmentations de capital en résultant, procéder à la modification corrélative des statuts, accomplir toutes formalités, procéder à toutes déclarations et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des opérations ainsi autorisées ;

- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 6 612 282 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 939 abstentions.*

#### **DIX-NEUVIEME RESOLUTION**

##### ***Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise, sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
- 2) décide que le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra pas être supérieur au plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la treizième résolution ci-dessus, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
  - fixer les conditions de la ou des émissions, notamment arrêter le montant et la nature des réserves ou primes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le montant par lequel le nominal des actions composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - décider, le cas échéant, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans le délai et les conditions fixés par la réglementation en vigueur,
  - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer, et
  - plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 10 793 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 346 abstentions.*

## **VINGTIEME RESOLUTION**

### ***Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou le marché international, en euros ou toute autre devise, de toutes valeurs mobilières (autres que des actions) donnant droit à l'attribution, immédiatement ou à terme, de titres de créance sur la Société, y compris des obligations ou titres assimilés, des titres subordonnés à durée déterminée ou non et tous autres titres conférant dans une même émission un droit de créance sur la Société ;
- 2) décide que le montant nominal maximum des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingt et unième résolution ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour :
  - fixer les conditions et modalités de chaque émission et toutes les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créance auxquels elles donneraient droit à attribution, et notamment, leur valeur nominale, leur date de jouissance, leur prix d'émission, le cas échéant avec prime (ladite prime s'imputant sur le montant maximum visé au paragraphe 2) ci-avant), leur taux d'intérêt, fixe et/ou variable, et sa date de paiement, les modalités, le cas échéant, de la subordination du principal et/ou des intérêts, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé, le cas échéant avec ou sans prime, ou même de rachat par la Société, leur durée et toutes les autres caractéristiques,
  - décider, le cas échéant, de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créance auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques,
  - d'une manière générale, arrêter l'ensemble des modalités de chacune des émissions, passer toutes conventions, conclure tous accords, prendre toutes mesures, accomplir toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 5 024 923 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 152 abstentions.*

## **VINGT ET UNIEME RESOLUTION**

### ***Limitation globale du montant nominal des augmentations de capital et des émissions de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de fixer :

- 1) à 1 milliard d'euros, ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, le montant nominal maximum des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des délégations et autorisations relatives à l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième et vingtième résolutions de la présente Assemblée ;

- 2) à 75 millions d'euros le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations et autorisations conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième résolutions et dix-neuvième de la présente Assemblée, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 333 316 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 639 abstentions.*

## **VINGT-DEUXIEME RESOLUTION**

***Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe, avec suppression du droit préférentiel de souscription***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail relatifs à l'épargne salariale, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements, français ou étrangers, qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail, et qui remplissent, en outre, les autres conditions éventuellement imposées par le Conseil d'Administration ;
- 2) décide que le montant nominal des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1,6 million d'euros, soit, à titre indicatif, environ 1 % du capital de la Société au 31 décembre 2012, étant précisé que ce plafond est autonome et distinct du plafond global d'augmentation de capital fixé par la vingt-et-unième résolution de la présente Assemblée et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation ne pourra être inférieur à la moyenne des derniers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, diminuée, le cas échéant, de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'Administration ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus ;
- 5) confère tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :
  - déterminer les sociétés dont les salariés et mandataires pourront bénéficier de l'offre de souscription aux émissions objet de la présente délégation,
  - fixer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires de ces offres de souscription,
  - fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
  - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions,

- décider si les souscriptions pourront être réalisées directement et/ou indirectement par l'intermédiaire de fonds communs de placement,
  - fixer les modalités et conditions d'adhésion aux plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, en établir le règlement ou, en cas de plans préexistants, en modifier le règlement si nécessaire,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 278 210 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 714 abstentions.*

## **VINGT-TROISIEME RESOLUTION**

***Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA), au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, avec suppression du droit préférentiel de souscription***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les "BSA") susceptibles, le cas échéant, d'être remboursables par la Société ;
- 2) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 5 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que (i) ce plafond est commun à la présente résolution et aux vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions approuvées par l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011 et que (ii) ce montant ne tient pas compte des actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3)) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société aux BSA à émettre et de réserver ce droit à des salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales françaises et étrangères au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux ;
- 4) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 dernier alinéa du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre par exercice des BSA au profit des titulaires de ces bons ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et dans les conditions et limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
  - déterminer la liste, et le cas échéant, les catégories de personnes autorisées à souscrire des BSA parmi les salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères de souscription,

- déterminer le nombre de BSA à attribuer à chacun des bénéficiaires et le nombre d'actions auxquelles donnera droit chaque bon,
  - déterminer si les BSA émis seront ou non remboursables par la Société,
  - fixer l'ensemble des caractéristiques des BSA, notamment leur prix de souscription qui sera déterminé, avis pris auprès d'un expert indépendant, en fonction des paramètres influençant sa valeur (à savoir, notamment, la période d'incessibilité, la période d'exercice, le seuil de déclenchement et la période de remboursement des BSA, la politique de distribution de dividendes par la Société, le cours et la volatilité de l'et, plus généralement, l'ensemble des modalités de l'émission et les termes et conditions et du contrat d'émission,
  - fixer le prix de souscription ou d'acquisition des actions auxquelles donnera droit l'exercice des BSA, étant précisé qu'un BSA donnera le droit de souscrire à (ou d'acquérir) une action de la Société à un prix au moins égal à 110 % de la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des BSA ;
  - constater la réalisation de l'augmentation de capital pouvant découler de l'exercice des BSA et procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
  - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin de la présente délégation ;
- 7) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 10 283 744 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 723 abstentions.*

## **VINGT-QUATRIEME RESOLUTION**

### ***Autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société détenues par celle-ci dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre mois, et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- 2) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital dans les limites prévues par la loi et par la présente résolution, en fixer les modalités, constater sa réalisation, imputer la différence entre le prix d'achat des actions et leur valeur nominale sur les postes de primes et de réserves disponibles de son choix, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital réalisées en vertu de la présente autorisation et modifier en conséquence les statuts ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 772 342 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 201 abstentions.*

## VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

### *Pouvoirs*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

*La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 14 575 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 72 606 abstentions.*

L'ordre du jour étant épuisé, le Président déclare la séance levée. Il est 13 heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel est signé par les membres du Bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire